



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 18, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

AYITI INTEL SYNTHÈSE QUOTIDIENNE DE RENSEIGNEMENT

18 février 2026

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'expulsion par la République Dominicaine de plus de 525 000 Haïtiens depuis octobre 2025 -- une accélération mensuelle cinq fois supérieure à la moyenne annuelle de 2025 -- a généré une urgence humanitaire aggravée dans un pays accueillant déjà 1,4 million de déplacés internes et 5,7 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Le Réseau National de Défense des Droits Humains a exposé quatre avis de recherche du DCPJ comme étant politiquement motivés, compromettant directement la crédibilité du gouvernement Fils-Aimé en matière d'État de droit à un moment critique de la transition. Le Conseil Permanent de l'OEA s'est réuni aujourd'hui sur la situation politique en Haïti. Une décision judiciaire fédérale sur le TPS est attendue d'ici le 19 février. La reprise normale des opérations gouvernementales est prévue le 19 février, au lendemain de la période de fermeture du Carnaval et du des Cendres.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

La République Dominicaine a expulsé plus de 525 000 Haïtiens depuis octobre 2025, doublant presque le total annuel complet de 2025 en 4,5 mois et constituant une urgence humanitaire sans capacité d'absorption du côté récepteur.

Le RNDDH a qualifié quatre avis de recherche du DCPJ d'absurdes, illégaux et arbitraires ; l'une des personnes ciblées avait librement accès au siège du DCPJ depuis septembre 2025 en tant qu'associé personnel proche du directeur du DCPJ.

Le Conseil Permanent de l'OEA s'est réuni aujourd'hui sur la transition haïtienne ; la décision écrite sur le TPS est attendue d'ici le 19 février, le gouvernement fédéral signalant ouvertement une voie d'escalade vers la Cour Suprême en cas d'échec devant le Circuit de D.C.

Le taux de change est stable à environ 130,80 HTG/USD ; le gouvernement Fils-Aimé reprend ses opérations complètes le 19 février en tant que premier jour ouvrable post-Carnaval.

La formation tactique policière H-TAC de l'OEA/Canada a débuté au Cap-Haïtien ; la formation des instructeurs au centre anti-gang de Morne-Casse commence fin février.

DÉVELOPPEMENT 1: République Dominicaine : Plus de 525 000 Haïtiens Expulsés depuis Octobre 2025

La Direction Générale des Migrations de la République Dominicaine a annoncé que plus de 525 000 Haïtiens ont été expulsés depuis octobre 2025, le Vice-Amiral Luis Rafael Lee Ballester qualifiant ces opérations de contrôle migratoire de routine. Ce chiffre représente une escalade structurelle d'une politique qui fonctionnait à environ 22 500 à 23 000 déportés par mois au cours de 2024 et 2025. Le taux actuel d'environ 117 000 par mois dépasse ces moyennes annuelles d'un facteur cinq et produit près du double du total annuel enregistré par l'OIM en 2025, soit 270 214, en seulement quatre mois et demi.

Haïti ne dispose pas de la capacité fonctionnelle pour absorber et réintégrer des déportés à ce volume. Le pays

accueille 1,4 million de déplacés internes, 5,7 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë, et un Plan de Réponse Humanitaire de 880 millions USD financé à seulement 3,4 pour cent. Les gangs contrôlent environ 85 à 90 pour cent de Port-au-Prince et 45 pour cent des établissements de santé de la capitale sont fermés ou détruits. L'OIM a documenté la déportation de femmes enceintes, de femmes en post-partum et d'enfants dans ces conditions.

Les organisations haïtiennes locales ont lancé des appels urgents à l'assistance, tandis que l'OIM et le Groupe de Travail sur la Protection des Migrants continuent de documenter les conditions à la frontière et aux points de réception. La République Dominicaine a simultanément accéléré la construction d'un mur frontalier de 160 kilomètres équipé de capteurs, de caméras et de tours de surveillance, signalant que cette trajectoire politique ne s'inversera pas à court terme.

La conséquence opérationnelle pour les acteurs internationaux est immédiate. Le déficit de financement du PRH combiné à une accélération cinq fois supérieure des déportations crée une équation humanitaire que la programmation actuelle ne peut pas absorber. L'OIM et OCHA doivent réévaluer les hypothèses de planification sur la base d'un chiffre qui n'était pas visible à cette échelle auparavant.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les tensions migratoires entre Haïti et la République Dominicaine sont structurelles, enracinées dans une décision de la Cour Constitutionnelle de 2013 privant de nationalité les descendants de migrants sans papiers. Les campagnes d'expulsion massive se sont intensifiées sous le Président Abinader, qui a poursuivi un objectif déclaré de 10 000 déportations par semaine. Le taux actuel indique que cet objectif a été largement dépassé.

POINTS DE DISCUSSION

Plus de 525 000 Haïtiens expulsés depuis octobre 2025 représentent une accélération cinq fois supérieure à la moyenne mensuelle de 2025.

Le Plan de Réponse Humanitaire d'Haïti est financé à 3,4 pour cent par rapport à un objectif de 880 millions USD.

Les déportés arrivent dans un pays où les gangs contrôlent la capitale et où les infrastructures de santé sont effondrées.

L'OIM a documenté la déportation de populations vulnérables, dont des femmes enceintes et des enfants.

Aucun mécanisme de réintégration gouvernemental haïtien n'existe à l'échelle requise.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales doivent immédiatement réévaluer les hypothèses du PRH et mobiliser des financements supplémentaires d'urgence compte tenu de l'accélération cinq fois supérieure des déportations que les enveloppes de planification existantes n'avaient pas anticipée.

OCHA et l'OIM doivent émettre une alerte conjointe sur les déplacements liée spécifiquement au chiffre de 525 000 et à ses implications cumulatives aux côtés des charges existantes de déplacement interne et d'insécurité alimentaire.

Les donateurs bilatéraux doivent être sollicités pour des lignes budgétaires d'urgence en dehors de l'enveloppe PRH déjà sous-financée, plutôt que par réaffectation des programmes existants.

Les acteurs politiques doivent préparer leur positionnement public sur la crise des déportations, car elle affecte directement les communautés de la diaspora et les narratifs de légitimité électorale à l'approche de la période de campagne.

Les entreprises opérant dans la logistique humanitaire doivent revoir la résilience de leur chaîne d'approvisionnement pour les corridors de réception compte tenu du volume de rapatriés entrant dans le pays.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 2: Le RNDDH Dénonce Quatre Avis de Recherche du DCPJ comme Absurdes, Illégaux et Arbitraires

Le Réseau National de Défense des Droits Humains a publié le 17 février une dénonciation détaillée de quatre avis de recherche émis par la Direction Centrale de la Police Judiciaire, les qualifiant d'absurdes, illégaux et arbitraires. Les avis visent l'ancien Député Arnel Belizaire, un allié connu de Viv Ansanm ; l'ancien Président du Conseil Municipal de Port-au-Prince Ralph Youri Chevy ; l'ancien Directeur de la Douane de Port-au-Prince Édouard Julcène ; et Smith Joseph, un membre du cabinet de l'ancien Conseiller du CPT Fritz Alphonse Jean. Les charges portées dans les quatre avis comprennent le financement du terrorisme, la conspiration contre la sécurité de l'État, le blanchiment d'argent, le trafic illicite d'armes à feu et l'association de malfaiteurs.

La constatation la plus accablante du RNDDH concerne l'avis visant Belizaire, que l'organisation a qualifié de farce. Belizaire est documenté comme un ami personnel proche du Directeur du DCPJ Justin Marc et a eu un accès sans restriction au siège du DCPJ depuis le 22 septembre 2025. Émettre un avis de recherche contre un individu qui entre régulièrement dans les propres locaux de l'institution est procéduralement incohérent et constitue, selon le RNDDH, une preuve d'instrumentalisation politique plutôt que d'une application légitime de la loi. Aucun des quatre individus n'a été convoqué par le DCPJ avant l'émission des avis, une violation des principes fondamentaux de la procédure régulière en droit haïtien.

La géométrie politique des quatre cibles est analytiquement significative. Chevy a récemment été destitué de ses fonctions de maire de Port-au-Prince et remplacé par le nommé de Fils-Aimé, Yves Andrel Salomon. L'association de Smith Joseph avec Fritz Alphonse Jean -- un ancien membre du CPT sanctionné -- relie les avis au réalignement politique post-7 février. Le RNDDH a explicitement averti que l'utilisation de la police judiciaire comme instrument politique constitue une violation flagrante des principes de l'État de droit démocratique et a recommandé la suspension de tous les quatre avis dans l'attente d'un examen juridique.



Pour le gouvernement Fils-Aimé, ce développement survient au pire moment possible. L'administration demande à la population haïtienne et aux partenaires internationaux de faire confiance à sa gouvernance sécuritaire comme fondement de la préparation électorale. Une dénonciation par le RNDDH du DCPJ comme étant politiquement capturé -- avec la documentation qu'une cible avait librement accès au siège du DCPJ pendant des mois -- compromet directement cette prétention à la crédibilité. Le gouvernement n'a émis aucune réponse publique aux conclusions du RNDDH à la clôture de la période de reporting.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le RNDDH est l'organisme de surveillance des droits humains le plus crédible institutionnellement en Haïti et ses dénonciations ont du poids auprès du BINUH, des mécanismes onusiens des droits humains et des donateurs internationaux. Ses conclusions sur la conduite du DCPJ seront vraisemblablement intégrées dans les prochains cycles de reporting du BINUH et pourraient déclencher des enquêtes au niveau des donateurs sur les normes de gouvernance du secteur sécuritaire.

POINTS DE DISCUSSION

Le RNDDH a documenté que la cible de l'avis de recherche Arnel Belizaire a librement accédé au siège du DCPJ depuis septembre 2025 tandis que le directeur du DCPJ l'inscrit simultanément sur la liste des fugitifs.

Aucune des quatre cibles n'a jamais été convoquée avant l'émission des avis de recherche, une violation procédurale fondamentale en vertu du droit haïtien.

Deux des quatre cibles sont liées soit à l'épuration municipale post-7 février, soit à l'ancien conseiller du CPT sanctionné Fritz Alphonse Jean.

Le RNDDH a explicitement mis en garde contre l'instrumentalisation de la police judiciaire et a demandé la suspension de tous les quatre avis.

Le gouvernement Fils-Aimé n'a émis aucune réponse publique à la clôture de la période de reporting.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales doivent signaler la dénonciation du RNDDH dans les circuits de surveillance des droits humains et demander une clarification procédurale du DCPJ par les canaux du BINUH avant le prochain cycle de reporting.

Le gouvernement Fils-Aimé doit émettre une réponse publique aux conclusions du RNDDH pour contenir les dommages à sa réputation avant qu'ils ne se consolident dans les rapports multilatéraux.

Les acteurs politiques associés aux personnes nommées doivent préparer des stratégies juridiques et de communication en anticipation d'autres actions du DCPJ ciblant le paysage politique post-CPT.

Les gouvernements donateurs finançant les capacités de la PNH doivent conditionner leur soutien continu au respect des normes de procédure régulière et évaluer si la programmation spécifique au DCPJ devrait être suspendue dans l'attente de clarifications.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: Engagement de l'OEA, Renforcement Sécuritaire et Transitions Institutionnelles Post-CPT

Le Conseil Permanent de l'OEA s'est réuni à 09h30 EST aujourd'hui pour recevoir le rapport de situation du Secrétaire Général sur les développements de la situation politique en Haïti. Les résultats complets n'avaient pas été publiés à l'heure de compilation du rapport. La position de référence du Secrétariat Général de l'OEA émise le 8 février reconnaissait le Premier Ministre Fils-Aimé et le cabinet comme conduisant une période intérimaire courte, ciblée et clairement orientée, axée sur l'amélioration de la sécurité et l'avancement de la préparation électorale conformément au calendrier publié. Le Secrétariat a identifié le déploiement rapide de la GSF comme crucial et a réaffirmé la primauté d'une approche haïtienne dirigée et appartenant aux Haïtiens, avec une consultation et un dialogue nationaux réguliers et structurés.

Sur le développement des forces de sécurité, le premier cours de formation tactique pour la PNH a été lancé sous la mission haïtienne de l'OEA avec le financement du gouvernement canadien dans le cadre du projet H-TAC au Cap-Haïtien. Le programme se concentre sur les opérations de précision, les tactiques en espace confiné et le sauvetage d'otages selon un modèle de formation de formateurs conçu pour la durabilité institutionnelle. Le centre de formation anti-gang de Morne-Casse dans le Nord-Est, visité par le Chef par intérim de la PNH Paraison le 10 février, a une capacité de 200 officiers par cycle avec des salles de classe, des dortoirs, un stand de tir de 100 mètres et des parcours tactiques. La formation des instructeurs est prévue pour débuter fin février 2026. L'installation est autosuffisante en énergie et fait partie d'un réseau national prévu d'au moins quatre centres de formation supplémentaires.

Le Canada poursuit son engagement sur plusieurs fronts : 10 véhicules blindés livrés via UNOPS le 16 février, financement du programme de formation tactique de l'OEA, et formation des troupes de la CARICOM via l'Opération HELIOS à travers le 1er Bataillon, Royal 22e Régiment. L'engagement total du Canada s'élève à 123 millions USD, dont 80,5 millions pour le fonds fiduciaire de l'ONU soutenant les opérations de la MSS et de la GSF. Le calendrier de la GSF reste inchangé avec les premiers contingents ciblés pour avril 2026, un déploiement complet d'ici octobre 2026, et un plafond autorisé de 5 550 personnels. La MSS opère actuellement avec environ 1 000 personnels sous commandement kényan alors que le retrait se poursuit.

Au niveau institutionnel, le Ministère de l'Éducation Nationale a annoncé que l'ANESRS -- établie par décret en décembre 2025 et installée par le CPT le 14 janvier 2026 -- assume formellement la juridiction sur toutes les questions d'enseignement supérieur à compter du 27 février. Le transfert est contesté par le Conseil de l'Université d'État d'Haïti, qui a formellement dénoncé la création de l'agence comme une imposition illégitime de l'ère du CPT. La nouvelle commission municipale de Pétion-Ville a été officiellement installée avec Kesner Normil

comme président et Amazan Staco et Marie Geralda Nelson comme maires adjoints.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'OEA a servi d'ancrage multilatéral principal pour la transition électorale et sécuritaire d'Haïti depuis 2021. Son rôle logistique en vertu de la Feuille de Route Version 3 comprend la construction d'infrastructures pour la GSF, avec une transition vers l'UNSOH prévue pour le 1er avril 2026. L'ANESRS représente la première création institutionnelle majeure de l'ère du CPT à prendre effet opérationnel sous le gouvernement Fils-Aimé, soulevant des questions de légitimité susceptibles de se répéter pour d'autres décrets de l'ère du CPT.

POINTS DE DISCUSSION

Le Conseil Permanent de l'OEA s'est réuni aujourd'hui sur Haïti ; les résultats orienteront le positionnement multilatéral pour les semaines à venir.

La formation tactique H-TAC au Cap-Haïtien et le centre anti-gang de Morne-Casse représentent des filières parallèles de développement des capacités de la PNH devenant simultanément opérationnelles.

L'échéance d'avril 2026 pour le premier contingent de la GSF approche avec la transition de l'UNSOH également prévue le 1er avril, créant une pression institutionnelle convergente.

L'opposition du CUEH à l'ANESRS signale l'autonomie universitaire comme un point d'inflammation politique potentiel sous le nouveau gouvernement.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales doivent surveiller les résultats du Conseil Permanent de l'OEA pour tout changement de position multilatérale sur le calendrier de la GSF ou le calendrier électoral.

Les entreprises ayant des partenariats universitaires ou des dépendances d'accréditation doivent évaluer le transfert de juridiction de l'ANESRS pour son impact opérationnel avant la date de bascule du 27 février.

Les planificateurs sécuritaires doivent mettre à jour les évaluations des corridors d'accès à mesure que Morne-Casse et H-TAC deviennent opérationnels, car ils représentent de nouveaux noeuds de projection de force de la PNH dans le Nord-Est et le Nord.

Les missions diplomatiques doivent suivre le différend CUEH-ANESRS comme baromètre des frictions de la société civile avec les héritages institutionnels de l'ère du CPT sous le nouveau gouvernement.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 4: Contentieux TPS : Décision Attendue le 19 Février, Voie vers la Cour Suprême
Ouvertement Signalée

La phase d'appel du contentieux sur le Statut de Protection Temporaire (TPS) pour Haïti reste active devant la Cour du Circuit de D.C. Le Juge Reyes a indiqué une décision écrite d'ici le 19 février. Une coalition de 18 procureurs généraux d'États a formellement déposé un mémoire d'amicus curiae le 16 février demandant au tribunal de bloquer la résiliation du TPS. Des États et des syndicats ont séparément déposé des mémoires d'amicus supplémentaires sur les mêmes bases. La Collectrice des Impôts du Comté de Miami-Dade, Dariel Fernandez, a émis le 17 février une déclaration gouvernementale locale fournissant des orientations sur les justificatifs TPS pour les ressortissants haïtiens, indiquant que la préparation au niveau municipal pour plusieurs résultats potentiels est en cours.

Le gouvernement fédéral a ouvertement signalé que, en cas d'échec devant le Circuit de D.C., il sollicitera l'examen de la Cour Suprême. Cette posture contentieuse en deux étapes signifie que même une décision favorable du Circuit de D.C. pour les détenteurs de TPS ne résout pas la question -- elle l'escalade vers un forum plus élevé et moins prévisible. Pour les employeurs et les individus se fiant aux autorisations de travail TPS, les documents restent valides à moins qu'un tribunal n'en ordonne autrement. Ce socle juridique tient à la date de clôture de cette période de reporting.

Le chiffre de 525 000 déportations de la République Dominicaine a des implications parallèles pour la dimension diaspora de cette analyse. Les communautés de la diaspora haïtienne aux États-Unis font face simultanément à la pression d'une résiliation potentielle du TPS et à l'urgence humanitaire affectant les membres de leur famille expulsés de la République Dominicaine. Les deux pressions se cumulent dans les réseaux de plaidoyer de la diaspora et les contextes d'organisation politique en amont de l'environnement politique américano-haïtien qui façonnera le paysage de soutien électoral.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le TPS haïtien a été renouvelé pour la dernière fois jusqu'en février 2026 avant que l'administration actuelle n'engage une démarche de résiliation. Les détenteurs de TPS désignés pour Haïti représentent l'une des plus importantes populations TPS aux États-Unis. La coalition de 18 procureurs généraux reflète un schéma de résistance juridique cohérent avec les précédents contentieux TPS concernant d'autres nationalités et signale une opposition institutionnelle soutenue à la résiliation.

POINTS DE DISCUSSION

La décision TPS écrite du Juge Reyes est attendue d'ici le 19 février ; le gouvernement fédéral s'est préengagé à un recours devant la Cour Suprême en cas d'échec devant le Circuit de D.C.

La coalition de 18 procureurs généraux a déposé un mémoire d'amicus le 16 février ; les orientations locales du Comté de Miami-Dade indiquent une préparation institutionnelle à plusieurs niveaux gouvernementaux.

Les autorisations de travail TPS restent valides en l'absence d'une ordonnance spécifique d'un tribunal.

Les communautés de la diaspora font face simultanément à la pression du TPS et à l'urgence des déportations de 525 000 personnes par la République Dominicaine affectant les réseaux familiaux au cours de la même période.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les employeurs de détenteurs de TPS haïtiens doivent immédiatement informer les équipes RH et juridiques sur le calendrier de décision du 19 février et la voie contentieuse en deux étapes qui s'étend au-delà de la décision du Circuit de D.C. quel qu'en soit le résultat.

Les organisations au service de la diaspora doivent préparer des communications pour deux scénarios concernant la décision du 19 février et l'escalade potentielle vers la Cour Suprême, en évitant de présupposer qu'une décision favorable règle la question.

Les acteurs politiques engagés auprès des communautés de la diaspora doivent intégrer à la fois la décision TPS et la crise des déportations en République Dominicaine dans un cadre de plaidoyer coordonné compte tenu de la pression cumulée sur les mêmes populations.

Les organisations internationales doivent évaluer si un retournement de la Cour Suprême sur le TPS générerait une pression migratoire de retour supplémentaire en plus des charges de déplacement et de déportation existantes dépassant déjà la capacité d'absorption.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

La décision écrite du Juge Reyes sur le TPS est l'événement déclencheur principal ; l'ordonnance du Circuit de D.C., lorsqu'elle sera émise, déterminera si le gouvernement fédéral escalade vers la Cour Suprême. La direction de marche est vers un contentieux prolongé quel qu'en soit le résultat. La reprise des opérations gouvernementales le 19 février constitue le premier jour ouvrable complet post-Carnaval ; surveiller les décrets, nominations ou annonces politiques de Fils-Aimé qui établissent l'agenda gouvernant pour la période pré-électorale. Une réponse du DCPJ à la dénonciation du RNDDH est attendue ; l'absence de toute réponse d'ici la fin de la semaine est en soi un indicateur du positionnement du gouvernement sur la redevabilité en matière d'État de droit. Les résultats du Conseil Permanent de l'OEA issus de la réunion d'aujourd'hui devraient être publiés et établiront le ton multilatéral.

CETTE SEMAINE

La bascule formelle de juridiction de l'ANESRS est fixée au 27 février ; le déclencheur est l'échéance du MENFP pour le transfert du traitement des dossiers. Direction : la transition institutionnelle se poursuit à moins que le CUEH n'obtienne une injonction juridique. Risque : perturbation du secteur universitaire et mobilisation politique de la communauté académique contre le nouveau gouvernement. La formation des instructeurs de Morne-Casse est prévue pour débuter fin février ; c'est le démarrage opérationnel du réseau national de formation anti-gang. La réaction de la communauté internationale au chiffre de 525 000 déportations de la République Dominicaine devrait émerger dans les canaux de coordination des donateurs ; surveiller les communications d'urgence de l'OIM ou d'OCHA.

HORIZON STRATÉGIQUE

Le déploiement du premier contingent de la GSF est ciblé pour avril 2026 ; la transition de l'UNSOH est également prévue pour le 1er avril. La convergence de ces deux transitions crée un risque de gap de coordination si l'une ou l'autre glisse. Le calendrier électoral exige que les conditions sécuritaires s'améliorent matériellement d'ici le début de la période de campagne du 19 mai 2026 pour maintenir la date du premier tour du 30 août. La légitimité du gouvernement Fils-Aimé sera testée sur trois fronts simultanés : la crédibilité de l'État de droit à la suite de l'exposition RNDDH-DCPJ, la capacité d'absorption humanitaire face à la vague de déportations de la République Dominicaine, et les progrès du secteur sécuritaire mesurés par les jalons de déploiement de la GSF et de formation de la PNH. Le mandat du CPT pour le successeur élu expire le 7 février 2027.

SOURCES PRIMAIRES

1. Haiti Libre -- Zapping 18 février 2026. Chiffre d'expulsion de 525 000 par la République Dominicaine, installation de la commission municipale de Pétion-Ville, annonce de juridiction de l'ANESRS. [haitilibre.com](https://www.haitilibre.com)
2. Haiti Libre -- Dénonciation par le RNDDH des avis de recherche du DCPJ visant Belizaire, Chevy, Julcène et Joseph. 17 février 2026. [haitilibre.com](https://www.haitilibre.com)
3. Haiti Libre -- Prise en charge formelle de la juridiction sur l'enseignement supérieur par l'ANESRS au détriment du MENFP. 18 février 2026. [haitilibre.com](https://www.haitilibre.com)
4. Haiti Libre -- Rapport sur les installations du Centre de Formation Anti-Gang de Morne-Casse à la suite de la visite du Chef par intérim de la PNH. 11 février 2026. [haitilibre.com](https://www.haitilibre.com)
5. Haiti Libre -- Zapping 16 février 2026. Avis de réunion du Conseil Permanent de l'OEA. [haitilibre.com](https://www.haitilibre.com)
6. Secrétariat Général de l'OEA -- Déclaration reconnaissant le gouvernement Fils-Aimé et la période intérimaire. 8 février 2026. [oas.org](https://www.oas.org)
7. MirageNews / OEA -- Ordre du jour de la réunion du Conseil Permanent : Développements dans la situation politique en Haïti. 18 février 2026. [miragenews.com](https://www.miragenews.com)
8. OEA -- Feuille de Route Version 3. Initiative SECURE-Haiti, spécifications du projet H-TAC, calendrier de

transition de l'UNSOH au 1er avril. oas.org

9. JD Supra -- Mise à jour du contentieux TPS. Échéance de décision du 19 février et signal du gouvernement fédéral concernant la Cour Suprême. jdsupra.com

10. Law360 -- Les États et les syndicats pressent le Circuit de D.C. de bloquer la résiliation du TPS haïtien. Février 2026. law360.com

11. Procureur Général de Californie -- Mémoire d'amicus curiae de la coalition de 18 États. Déposé le 16 février 2026. oag.ca.gov

12. OIM / ReliefWeb -- Données sur les déportations haïtiennes en 2025. 270 214 déportés au total enregistrés pour l'année complète 2025. reliefweb.int

13. Groupe de Travail de l'OIM sur la Protection des Migrants -- Documentation des conditions de déportation incluant les femmes enceintes, en post-partum et les enfants. iom.int

14. FX-Rate.net -- Taux de change USD/HTG 130,80. 18 février 2026. fx-rate.net

15. Wise.com -- Taux médian USD/HTG 131,046. 18 février 2026. wise.com